



PRÉFET DE LOIR-ET-CHER

*Direction des collectivités locales
et de l'environnement*

ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE N° 41-2016-07-21-007

autorisant l'extension d'un élevage de volailles exploité par l'EARL de la Coutencellerie au lieu dit « La Rosière », sur le territoire de la commune de Moisy, et modifiant les prescriptions relatives à son fonctionnement.

Le Préfet de Loir-et-Cher

Vu la directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

Vu la directive n° 91/676/CEE du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles ;

Vu le code de l'environnement, notamment le titre 1 du livre V de ses parties législative et réglementaire et notamment l'article R.512.31;

Vu le décret n° 2013-374 du 02/05/13 portant transposition des dispositions générales et du chapitre II de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

Vu l'arrêté du 02/05/13 relatif aux définitions, liste et critères de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 août 1985 modifié relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 18/03/02 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne 2010-2015 ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté du 28 mai 2014 établissant le programme d'action régionale en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région centre ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2014.289.0001 du 16 octobre 2016 ;

Vu la demande d'exploiter un élevage de volailles de 97 750 emplacements déposée à la préfecture de Loir-et-Cher, le 29 février 2016, par Monsieur Florent COLLIOT représentant l'Earl de la Coutencellerie ;

Vu le dossier déposé le 29 février 2016 complété le 11 mai 2016 et transmis à la préfecture de Loir-et-Cher ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 7 juin 2016;

Vu l'avis exprimé par le CODERST dans sa séance du 23 juin 2016 ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que cette demande est jugée notable mais non substantielle par l'inspecteur des installations classées.

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles que prévues au dossier, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511.1 et L.211.1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant que le pétitionnaire a été informé des termes du présent arrêté et n'a pas formulé d'observations dans le délai de quinze jours qui lui était imparti ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

L'EARL de la Coutencellerie, dont le siège social est situé au lieu dit «La Coutencellerie » 41 160 Morée est autorisée sous réserve du respect des prescriptions de son arrêté préfectoral n°2014.289.0001 du 16 octobre 2014, modifiées par celles du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune

de Moisy au lieu dit «La Rosière », un élevage de volailles.

A ce titre les articles 1.1 , 2.1, 2.3, 2.4, 12.1, 20.3 et l'article 23.3 de l'arrêté sus-visé .sont modifiés respectivement par les articles suivants :

Article 2 : Nature des installations et volume d'activité

L'article 1.1 est modifié comme suit :

L'EARL de la Coutencellerie, dont le siège social est situé au lieu dit «La Coutencellerie » 41160 Morée est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Moisy au lieu dit « La Rosière », un élevage de volailles de 97 750 emplacements.

Article 3

L'Article 2.1 est modifié comme suit :

liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Intitulé	Volume d'activité	Classement
2111.1	Installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3660	> 40 000	Autorisation
3660.a	Elevage intensif de volailles : Avec plus de 40 000 emplacements	97 750	Autorisation
4718.2	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de Supérieure à 6 t mais inférieure à 50 t	11,4 t	DC

Nota : Par « volailles », on entend : les poulets, poules, dindes, pintades, canards, oies, cailles, pigeons, faisans et perdrix, élevés ou détenus en captivité en vue de leur reproduction, de la production de viande ou d'œufs de consommation ou de la fourniture de gibier de repeuplement.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement qui, mentionnés ou non à la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Article 4

L'article 2.3 : Consistance des installations visées est modifié comme suit :

L'EARL de la Coutencellerie exerce une activité d'éleveur de volailles de chair.

Le nombre de places de volailles en présence simultanée dans l'établissement ne pourra être supérieur à 97 500 :

97 750 emplacements de poulets ;

ou 76 500 emplacements de pintades ;

ou 32 850 emplacements de dindes.

Article 5

L'article 2.4 IED

Le premier paragraphe est modifié comme suit :

L'effectif détenu étant supérieur à 40 000 emplacements de volailles à l'engraissement, l'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles telles que définies en annexe et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

Article 6

L'article 12-1 : « Stockage des effluents » est modifié comme suit :

Les ouvrages de stockage des effluents doivent être dimensionnés de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

En cas d'épandage sur des terres agricoles, la capacité des ouvrages de stockage doit permettre de stocker la totalité des effluents pendant quatre mois au minimum sauf disposition particulière prévue par le programme d'action des zones désignées comme vulnérables aux nitrates.

Les installations de stockage d'effluents doivent être d'une capacité suffisante en attendant qu'un nouveau traitement ou épandage puisse être réalisé. La capacité nécessaire dépend du climat et des périodes pendant lesquelles l'épandage n'est pas possible.

La production de fumier est estimée à 675 tonnes.

Un fumière couverte sera aménagée pour stocker les fumiers qui n'ont pas séjourné

2 mois sous les animaux ;

Une durée totale de deux mois sous les animaux ou en fumière est exigée avant le stockage au champ ;

Article 7

L'article 20.3 : « Consommation en eau » est modifié comme suit :

Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont régulièrement relevées et le résultat doit être enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pendant au minimum 10 ans.

L'exploitant doit réduire autant que possible la consommation d'eau.

L'exploitant doit établir un bilan comparatif des consommations d'eau d'une année sur l'autre, avec une analyse des écarts observés.

Une procédure de détection des fuites doit être mise en place à tous les niveaux de l'installation où cela est possible.

Article 8

L'article 23.3 : « Fertilisation » est modifié comme suit :

Le volume de fumier de volailles produit sur le site de la Rosière à Moisy est estimé à 675 tonnes et produira 19 159 unités d'azote, 10 263 unités de phosphore et 20 527 unités de potasse avec une production de poulets standards.

Les effluents de l'exploitation peuvent être soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal, dans les conditions précisées ci-après.

Les apports azotés, toutes origines confondues (effluents d'élevage, effluents d'origine agroalimentaire, engrais chimiques ou autres apports azotés d'origine organique ou minérale) sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures.

La fertilisation doit être équilibrée et correspondre aux capacités exportatrices réelles de la culture ou de la prairie naturelle ou artificielle concernée.

En aucun cas, la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines, ne puisse se produire.

L'épandage n'est autorisé que sur les parcelles retenues figurant en annexe du présent arrêté.

Toute modification du plan d'épandage doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet.

Article 9 : Délais et voies de recours

« Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 10 : Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Article 11 : Inobservation des conditions fixées

Les infractions ou l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le livre V de la partie législative du code de l'environnement.

Article 12 : Notifications et applications

Copie du présent arrêté sera notifiée :

- à l'exploitant, par lettre recommandée avec accusé de réception postal,
- à Mme le maire de Moisy,
- à Mme la déléguée territoriale de l'agence régionale de santé,
- à M. le directeur départemental des territoires,
- à M. le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement,
- à M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- à M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- à M. le chef du service protection de l'environnement de la DDCSPP, inspecteur des installations classées chargé de vérifier si les prescriptions imposées sont respectées.


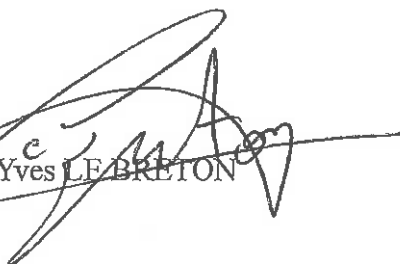
En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Moisy;
- le présent arrêté sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie de Moisy, qui devra justifier de l'accomplissement de cette formalité et sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant ;
- un avis sera inséré par les soins de M. le préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Article 13 : Exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Madame le sous-préfet de Vendôme, Madame le maire de Moisy, Madame la directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations ainsi que l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loir-et-Cher.

Fait à Blois, le **21 JUIL. 2016**

 
Yves LE BRETON